

Opinion

L'ex-président Duterte contre l'État de droit

lundi 25 novembre 2024, par [DAVID Randy](#) (Date de rédaction antérieure : 3 novembre 2024).

« Qu'est-ce qui a poussé Duterte à se présenter devant le Sénat et à s'engager dans ce qui peut, à première vue, ressembler à une performance d'auto-sabotage ? Ma réponse est brève : Il mène une bataille politique cruciale que sa fille, la vice-présidente Sara Duterte, est en train de perdre. La vice-présidence reste son dernier bastion, mais il risque de le perdre si le Congrès, avec le soutien du Palais, décide de procéder à une destitution ».

Ce que j'appelle le « Dutertismo » va au-delà de l'approche populiste et autoritaire généralement associée à l'ancien président Rodrigo Duterte. Plus précisément, il s'agit d'une forme de pouvoir présidentiel qui cherche à obtenir des exceptions radicales à l'application normale de la loi, en partant du principe que des mesures extraordinaires sont nécessaires pour faire face aux menaces urgentes qui pèsent sur la nation. Il s'agit essentiellement de l'exercice de pouvoirs exceptionnels sans les contrôles constitutionnels qui accompagneraient normalement une déclaration formelle d'état d'urgence.

M. Duterte a axé sa campagne présidentielle sur l'idée que la prolifération des drogues illicites dévastait la vie des Philippines et que le pays avait besoin d'un dirigeant résolu qui n'aurait pas peur de recourir à des mesures drastiques pour mettre un terme à ce fléau. « Je suis votre dernière carte », disait-il à son public, se présentant comme le dernier espoir dans une lutte sinistre contre un ennemi puissant.

Ce message a trouvé un écho auprès d'une grande partie de la population qui ne se sentait pas en sécurité chez elle et dans la rue, ayant perdu confiance dans la capacité de la police à la protéger. Arrivé derrière des rivaux mieux financés et plus connus, Duterte a remporté l'élection présidentielle de 2016. Il a considéré cette victoire remarquable comme un mandat pour reproduire à l'échelle nationale le modèle de « tuerie » [assassinats extra-judiciaires en masse] qu'il avait utilisé à Davao City pour éradiquer la criminalité et la drogue.

Ce que Duterte évoquait de manière énigmatique dans la phrase maladroite « un niveau de gouvernance conforme à notre mandat » était en fait une carte blanche - un laissez-passer pour contourner les contraintes légales qu'il estimait justifiées par sa victoire présidentielle inattendue. Pourtant, il (ou peut-être son rédacteur en chef) a tenté d'adoucir ce message par une assurance réconfortante : « En tant qu'avocat et ancien procureur, je connais les limites du pouvoir et de l'autorité du président. Je sais ce qui est légal et ce qui ne l'est pas ». Il a ensuite ajouté une remarque prudente : « Occupez-vous de votre travail et je m'occuperai du mien », sous-entendant que « je ferai mon travail comme je l'entends ; c'est à vous de m'arrêter si vous le pouvez ».

La rhétorique voilée qui a caractérisé les premières déclarations de Duterte a refait surface lors de la récente audition au Sénat, mais cette fois éclipsée par son affirmation audacieuse et répétée qu'il assumait « l'entière responsabilité juridique » de la guerre contre la drogue qu'il avait déclenchée. En réponse à la question de savoir s'il avait directement ordonné à la police de tuer des personnes

soupçonnées de trafic de drogue, il a confirmé sans équivoque qu'il l'avait fait, ajoutant qu'il avait même demandé à la police de pousser les suspects à se défendre (*nanlaban*) afin qu'elle puisse facilement invoquer la légitime défense.

Ce n'était pas la position d'un ancien président se préparant à une épreuve de force juridique. C'était l'attitude d'un général aguerrri ralliant ses dernières forces dans un dernier combat pour sa survie politique. M. Duterte a compris qu'il se trouvait dans une arène politique et non dans une salle d'audience. Ce qu'il devait donc projeter, c'était de la défiance et de l'assurance, et non de la déférence ou de la contrition. Il ne s'adressait pas à ses accusateurs, mais à ses troupes.

À mon sens, sa comparution devant le Sénat était une raillerie effrontée à l'égard des législateurs du pays et de ceux qui sont chargés de faire respecter la justice. Dans un langage dégoulinant d'injures et d'insolence, il les mettait au défi : « Allez-y, inculpez-moi ou jetez-moi en prison si vous le souhaitez. Mais n'attendez pas de moi que je présente des excuses pour avoir fait ce que j'estimais nécessaire ».

En se présentant devant le Sénat pour défendre sa politique de lutte contre la drogue et les campagnes brutales qui ont fait des milliers de morts, M. Duterte a détourné une tribune dont il avait désespérément besoin. C'était l'occasion pour lui de raviver l'aura d'intrépidité et d'invincibilité qui l'avait tant attaché à ses partisans pendant sa présidence.

Il était parfaitement conscient qu'à part l'inflexible sénatrice Risa Hontiveros - la seule figure de l'opposition qui était prête à lui poser des questions difficiles et sensées - les autres membres de cette chambre étaient soit trop réticents, soit trop timorés pour le défier.

Le fait que l'année prochaine soit une année électorale n'a certainement pas échappé à l'ancien président [1]. Nous pouvons supposer qu'il en a tenu compte dans ses calculs. On ne peut nier que M. Duterte dispose encore d'un nombre important de partisans qu'il pourrait mobiliser pour aider ses alliés ou nuire à ses ennemis. Mais le patriarche vieillissant [79 ans] ne peut pas faire grand-chose d'autre pour soutenir sa successeure en difficulté. Il n'est plus président et l'élection présidentielle de 2028 n'aura lieu que dans trois ans.

Alors, qu'est-ce qui a poussé Duterte à se présenter devant le Sénat et à s'engager dans ce qui peut, à première vue, ressembler à une performance d'auto-sabotage ? Ma réponse est brève : Il mène une bataille politique cruciale que sa fille, la vice-présidente Sara Duterte, est en train de perdre. La vice-présidence reste son dernier bastion, mais il risque de le perdre si le Congrès, avec le soutien du palais, décide de poursuivre la procédure de destitution.

Randy David



P.-S.

- Traduit pour ESSF par Pierre Rousset avec l'aide de DeepL.

Notes

[1] Les élections générales se tiendront le 12 mai 2025, à mi-parcours du mandat du président Bongbong Marcos. Elles concerne les 317 sièges de la Chambre des représentants et 12 des 24 sièges du Sénat. Des élections locales seront également organisées dans chaque province, ville et municipalité du pays. La première élection régulière du Parlement Bangsamoro devrait se tenir dans le cadre des élections générales, après avoir été reportée en 2022.